

Unité départementale de Seine-Saint-Denis
7 esplanade Jean Moulin
BP189
93003 BOBIGNY

BOBIGNY, le 13/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/02/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Dalkia

2-4, rue du Suffrage Universel
Immeuble Le Mandinet 2
CS 30434
77185 Lognes

Code AIOT : 0006506348

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/02/2023 dans l'établissement Dalkia implanté 6 RUE ABRAHAM DUQUESNE 93600 Aulnay-sous-Bois. L'inspection a été annoncée le 19/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à la visite du 9 novembre 2021, l'exploitant était sous le coup d'un arrêté de mise en demeure n°2022-0327 du 8 février 2022. Cette mise en demeure étant échue, il a été décidé d'effectuer une visite de contrôle des installations afin de vérifier le respect des demandes formulées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Dalkia
- 6 RUE ABRAHAM DUQUESNE 93600 Aulnay-sous-Bois
- Code AIOT : 0006506348
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est constituée d'une chaufferie de 3 chaudières gaz, alimentant un réseau de chauffage urbain. Elle est complétée de 3 moteurs de cogénération fonctionnant également au gaz. Les installations sont autorisées depuis 2004 et relèvent aujourd'hui du régime de l'enregistrement. Le site est indifféremment appelé Dalkia Rose des Vents ou Aulnay 3000.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- respect des demandes de l'arrêté de mise en demeure n°2022-0327 du 8 février 2022,
- suites de la dernière visite.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|---|--|--|---|-----------------------|
| 3 | Conditions de respect des VLE – mesure en continu | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 82 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Lettre de suite préfectorale | 4 mois |
| 4 | Autosurveillance des émissions atmosphériques | AP Complémentaire du 19/12/2016, article 9.3 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Lettre de suite préfectorale | 4 mois |
| 6 | Assurance qualité mesure en continu | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 83 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Lettre de suite préfectorale | 4 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|--|--|-------------------|
| 1 | Autorisation de déversement des eaux au réseau | Autre du 18/12/2010, article L. 1331-10 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Sans objet |
| 2 | Dispositif de rétention des pollutions accidentelles | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 29 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Sans objet |
| 5 | Mesures périodiques des rejets atmosphériques | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 76 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Sans objet |
| 7 | Installations électriques | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 24 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale, Mise en demeure, respect de prescription | Sans objet |
| 8 | Installations de protection contre la foudre | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21 | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription, Lettre de suite préfectorale | Sans objet |
| 9 | Maintenance des moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Préfectoral du 09/02/2004, article Annexe, article 27 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Sans objet |
| 10 | Suivi des Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) | Lettre du 11/01/2022, article Points 13 et 14 | / | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|----------------------------|---------------------------------------|--|-------------------|
| 11 | Demande du QAL1 des AMS | Lettre du 28/12/2021, article Point 1 | / | Sans objet |
| 12 | Transmission du bilan 2021 | Lettre du 28/12/2021, article Point 2 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés lors de la visite permettent de lever l'arrêté de mise en demeure n°2022-0327 du 8 février 2022, l'exploitant ayant répondu aux demandes.

Les résultats d'analyses présentés sont conformes aux valeurs limites d'émission, à l'exception de la vitesse d'éjection qui est légèrement inférieure aux limites applicables. Ces éléments ne conduisent pas à proposer de sanctions.

Néanmoins, l'exploitant doit assurer le respect des normes qualité applicables à ses baies d'analyses de mesures en continu, afin de garantir la fiabilité de ces mesures dans le temps. Par ailleurs, une attention doit être portée au respect rigoureux des fréquences d'analyses. Les éléments présentés semblent indiquer que l'exploitant est en amélioration sur ces points.

Ces éléments pourront faire l'objet d'une prochaine visite d'inspection, afin de s'assurer de cette tendance.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Autorisation de déversement des eaux au réseau

| |
|--|
| Référence réglementaire : Autre du 18/12/2010, article L. 1331-10 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Autorisation de rejets |
| Point de contrôle déjà contrôlé: <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 09/11/2021• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale |
| Prescription contrôlée: <p>Article L. 1331-10 du code de la santé publique :</p> <p>"Tout déversement d'eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte doit être préalablement autorisé par le maire ou, lorsque la compétence en matière de collecte à l'endroit du déversement a été transférée à un établissement public de coopération intercommunale ou à un syndicat mixte, par le président de l'établissement public ou du syndicat mixte, après avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, si cette collectivité est différente. [...]"</p> |
| Constats : L'exploitant déclare avoir pris contact avec la DEA du département 93. La démarche de délivrance d'un arrêté de déversement ne peut être entamée qu'avec un plan des réseaux, réalisé par un géomètre. Le relevé du géomètre est en cours à la date de la visite. Le document de planification associé a été présenté à l'inspection lors de la visite. Ce constat répond à la demande formulée lors de la précédente visite. L'inspection restera vigilante sur l'avancée des échanges pour permettre l'aboutissement de la procédure. |
| Observations : <p>L'exploitant doit continuer le suivi pour permettre une réalisation de ce document par le gestionnaire de réseau dans un délai raisonnable.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 29 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Rétention |
| Point de contrôle déjà contrôlé: <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 09/11/2021 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 11/07/2022 |
| Prescription contrôlée: [...] V. Toutes les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme : - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ; - du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. |
| Constats : En lien avec le relevé géomètre en cours, concernant le plan de réseau, ce point est à l'étude côté exploitant. Un document de planification a été montré à l'inspection lors de la visite. En lien avec le point de contrôle précédent, l'inspection restera vigilante à l'avancée de cette procédure pour permettre une mise en conformité dans un délai contenu. |
| Observations : L'exploitant doit s'assurer du bon suivi de ce dossier. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Conditions de respect des VLE – mesure en continu

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 82 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques |
| Point de contrôle déjà contrôlé: <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 09/11/2021• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale |
| Prescription contrôlée: <p>I. Les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si les trois conditions suivantes sont respectées :</p> <ul style="list-style-type: none">- aucune valeur mensuelle moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émission ;- aucune valeur journalière moyenne validée ne dépasse 110 % des valeurs limites d'émission ;- 95 % de toutes les valeurs horaires moyennes validées au cours de l'année ne dépassent pas 200 % des valeurs limites d'émission. <p>Les valeurs moyennes horaires sont déterminées pendant les périodes effectives de fonctionnement de l'installation. Sont notamment exclues les périodes de démarrage, de mise à l'arrêt et les périodes visées à l'article 66.</p> <p>II. Les valeurs moyennes horaires validées sont déterminées à partir des valeurs moyennes horaires, après soustraction de l'incertitude, exprimée par des intervalles de confiance à 95 % d'un résultat mesuré unique et qui ne dépasse pas les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission :</p> <ul style="list-style-type: none">- CO : 10 % ;- SO₂ : 20 % ;- NO_x : 20 % ;- Poussières : 30 %. <p>Les valeurs moyennes journalières validées et les valeurs moyennes mensuelles validées s'obtiennent en faisant la moyenne des valeurs moyennes horaires validées.</p> <p>Il n'est pas tenu compte de la valeur moyenne journalière lorsque trois valeurs moyennes horaires ont dû être invalidées en raison de pannes ou d'opérations d'entretien de l'appareil de mesure en continu. Le nombre de jours écartés pour des raisons de ce type est inférieur à dix par an. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires à cet effet. Dans l'hypothèse où le nombre de jours écartés dépasse trente par an, le respect des valeurs limites d'émission est apprécié en appliquant les dispositions de l'article 81.</p> <p>III. L'exploitant traite tous les résultats de manière à permettre la vérification du respect des valeurs limites d'émission conformément aux règles énoncées au point I du présent article.</p> |
| Constats : À la lecture du bilan 2022, transmis par mail du 12/04/2023, l'inspection constate que les vitesses d'éjection sont inférieures aux valeurs minimales applicables, pour chacun des conduits. <u>Ce point constitue une non-conformité.</u> <p>Par ailleurs, à la lecture du tableau de synthèse de l'exploitant, il semble que la fréquence trimestrielle de mesure de combustion ne soit pas respectée pour la chaudière n°2.</p> <p>L'Inspection demande donc à l'exploitant de s'assurer du respect des valeurs limites applicables lors du fonctionnement des installations, et de rester vigilant sur le respect des fréquences de mesure d'autosurveillance, afin de transmettre pour 2023 un bilan conforme.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 4 mois |

N° 4 : Autosurveillance des émissions atmosphériques

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/12/2016, article 9.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques |
| Point de contrôle déjà contrôlé: <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 09/11/2021 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale |
| Prescription contrôlée: L'exploitant met en place un programme de surveillance des émissions des polluants visés à l'article 8.4 relatif aux valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques. [...] Les mesures portent sur les rejets des 3 conduits gaz et ciblent les paramètres suivants : Paramètre Fréquence pour les chaudières gaz Fréquence pour les moteurs Teneur en O2 continue continue Température continue continue Pression continue continue Poussières Semestrielle Semestrielle SO2 Semestrielle et estimation journalière* Semestrielle et estimation journalière* NOx en équivalent NO2 continue Trimestrielle CO continue continue HAP / annuelle COVNM (en carbone total) / annuelle Métaux / annuelle * Pour le SO2 en sortie des conduits gaz, l'exploitant réalise une estimation journalière des rejets basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation. Les mesures en continu de la teneur en vapeur d'eau n'est pas exigée si les gaz résiduaux échantillonnés sont séchés avant analyse des émissions. |
| Constats : À la lecture du bilan 2022, transmis par mail du 12/04/2023, l'inspection constate que les vitesses d'éjection sont inférieures aux valeurs minimales applicables, pour chacun des conduits. <u>Ce point constitue une non-conformité.</u> Par ailleurs, à la lecture du tableau de synthèse de l'exploitant, il semble que la fréquence trimestrielle de mesure de combustion ne soit pas respectée pour la chaudière n°2. L'Inspection demande donc à l'exploitant de s'assurer du respect des valeurs limites applicables lors du fonctionnement des installations, et de rester vigilant sur le respect des fréquences de mesure d'autosurveillance, afin de transmettre pour 2023 un bilan conforme. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 4 mois |

N° 5 : Mesures périodiques des rejets atmosphériques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 76 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques |
| Point de contrôle déjà contrôlé: <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 09/11/2021• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 11/01/2023 |
| Prescription contrôlée: <p>I. Les mesures des émissions atmosphériques requises au titre du programme de surveillance imposé au présent chapitre sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) au moins :</p> <p>[...]</p> <p>- une fois tous les ans pour les autres installations de combustion.</p> <p>[...]</p> |
| Constats : L'exploitant a fourni à l'Inspection les rapports de mesures de rejets atmosphériques réalisés par Bureau Veritas pour ses installations : <ul style="list-style-type: none">- pour les chaudières : rapport de mesures 22507LSO2131900T du 15/11/2022 suite à une intervention des 12-13/10/2022,- pour les moteurs cogénération : rapports de mesures 22507LSO1618000P du 02/02/2023 suite à l'intervention du 22/11/2022. <p>Les rapports ne mentionnent aucune non-conformité. Ces éléments n'appellent pas de suites de la part de l'inspection.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 83 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques |
| Point de contrôle déjà contrôlé: <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 09/11/2021 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 11/02/2022 |
| Prescription contrôlée: <p>I. Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL 1, QAL 2 et QAL 3) et une vérification annuelle (AST).</p> <p>Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2 et l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3 et AST.</p> <p>Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL 2 et QAL 3 conduisent à des résultats satisfaisants.</p> <p>[...]</p> <p>Constats : En 2022, l'exploitant n'a réalisé aucun contrôle QAL2 ou AST, à l'exception d'un QAL2 sur le moteur 3 réalisé le 14/02/2022 par Bureau Veritas (réf. 10536844/2.2.I.R) suite à la non-conformité de l'AST réalisé en 2021. Pour rappel, le QAL2 doit être réalisé à fréquence minimale de 5 ans, avec réalisation entre deux QAL2 d'un AST annuel. Par ailleurs, à fréquence définie par l'exploitant, un QAL3 doit permettre de vérifier la non-dérive des capteurs.</p> <p><u>Ce point constitue une non-conformité.</u></p> <p>L'exploitant indique avoir pris du retard dans ses contrôles du fait d'une défaillance de prestataire. Il a indiqué avoir passé une convention avec ENVEA maintenance en décembre 2022, pour passage annuel en même temps que Bureau Veritas, afin de pouvoir mener le cas échéant les corrections nécessaires sur les baies d'analyses.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de définir la fréquence de réalisation des différentes mesures et les paramètres à suivre pour chaque appareil demandés par la norme, de définir chaque année le programme de réalisation des QAL2/AST/QAL3 et de s'y tenir, pour assurer le respect de la prescription applicable.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 4 mois |

N° 7 : Installations électriques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 24 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques |
| Point de contrôle déjà contrôlé: <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 09/11/2021• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale, Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 08/03/2022 |
| Prescription contrôlée: <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>Les équipements métalliques sont mis à la terre.</p> <p>Les canalisations électriques ne sont pas une cause possible d'inflammation et sont convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.</p> <p>Un ou plusieurs dispositifs placés à l'extérieur permettent d'interrompre en cas de besoin l'alimentation électrique de l'installation, à l'exception de l'alimentation des matériels destinés à fonctionner en atmosphère explosive.</p> <p>[...]</p> <p>Le respect des normes NF C 15-100 (2015) et NF C 14-100 (2008) est présumé répondre aux exigences réglementaires définies au présent article.</p> |
| Constats : Par courrier du 25/01/2022, l'exploitant avait indiqué être en cours de levée des remarques du rapport de contrôle 2021 (pour rappel, il comportait 129 observations, dont une grande partie récurrentes). <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de contrôle 2022, rédigé par l'apave suite à la vérification en date du 08/12/2022, référencé 22.601.SDN.27734.00.F.001.ELAR.001.1. Le rapport ne compte qu'une quarantaine d'observations, ce qui confirme les actions menées par l'exploitant pour lever les écarts relevés les années précédentes.</p> <p><u>Ces constats permettent de lever la prescription correspondante de l'arrêté de mise en demeure n°2022-0327 du 8 février 2022.</u></p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 8 : Installations de protection contre la foudre

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Risque foudre |
| Point de contrôle déjà contrôlé: <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 09/11/2021• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription, Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 08/03/2022 |
| Prescription contrôlée: [...] Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois. |
| Constats : Par courrier du 25/01/2022, l'exploitant a indiqué que la plupart des observations du dernier contrôle avaient été levées, avec une intervention prévue à la mi-année 2022 pour installation des derniers dispositifs manquants. Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de vérification complète des installations effectuée par Bureau Veritas lors de son intervention du 30/06/2022 (rapport référencé 133-23018/1.1.1.R). Le contrôle mentionne une seule observation (non-récurrente), concernant des fixations. L'exploitant indique que cette observation a été levée suite à réparation interne menée le 25/01/2023. <u>Ces constats permettent de lever la prescription correspondante de l'arrêté de mise en demeure n°2022-0327 du 8 février 2022.</u> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |